

Et si nous reprenons aujourd'hui cette tradition à notre compte, ce dont nous dévions le droit aux réactionnaires, ce n'est certes pas pour le malin plaisir d'être couverts par de si hautes autorités, mais parce que l'histoire de notre mouvement nous a appris à ne jamais nous faire d'illusions sur la justice de l'Etat bourgeois. Tant que la classe possédante n'aura pas été expropriée et que par conséquent l'appareil de l'Etat (et la magistrature en est un rouage essentiel) restera entre ses mains, nous nous opposerons à toute tentative d'accroissement de son pouvoir répressif. Aussi préférons-nous la juridiction du jury, même trié sur le volet et détourné de son origine populaire, comme il est actuellement, mais néanmoins susceptible d'être influencé par l'opinion publique, à celle de la magistrature de carrière, plus ou moins dépendante de la classe dominante, malgré l'honnêteté de certains de ses membres.

Enfin, le projet comporte une autre « innovation » singulièrement dangereuse pour nous : c'est le fameux article 27 qui non seulement reprend dans son second alinéa le texte du décret-loi Laval réprimant la publication des fausses nouvelles de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées, mais crée un nouveau délit, également déferé à la juridiction correctionnelle, celui de la publication faite en connaissance de cause de fausses nouvelles de nature à troubler la paix publique et les relations internationales.

Ici encore, nous nous trouvons en présence non pas d'une réforme, mais d'un retour au passé bonapartiste : en effet, cette disposition figurait déjà dans les décrets-lois de 1852 et l'opposition républicaine réussit, par un amendement de Charles Floquet, à la faire disparaître de la loi de 1881.

Celle-ci ne réprimait plus que la publication de fausses nouvelles ayant effectivement apporté un trouble à la paix publique.

Nous dénonçons l'immense danger que comporte pour notre propagande cet article confirmant et aggravant le décret-loi Laval. Sous des gouvernements réactionnaires, il nous suffira de critiquer l'ordinaire de nos camarades soldats, de rapporter les brimades dont ils auront été l'objet ou bien de dévoiler des préparatifs de putsch fasciste ou même, simplement, d'alerter l'opinion populaire contre les dangers de guerre pour, en vertu de ce texte, être poursuivis et condamnés par des juges qui, nommés, promus et décorés par ces gouvernements, se soucieront fort peu d'épiloguer sur la véracité de nos assertions ou notre bonne foi.

A ces mesures opérantes contre nos adversaires, mais demain, peut-être, dangereuses pour nous, nous opposons nos revendications tirées de la tradition révolutionnaire :

Socialisation des trusts de l'information et de l'édition ;  
Election du jury et de la magistrature.

PIERRIBE.

**CAMARADES !**  
**chez Rolland**  
7, Rue Meslay  
en sortant de la Fédération  
DEMANDEZ LE  
**REPAS DES JEUNES**  
PRIX : 7 francs



# REVUE DE LA PRESSE

**Non !  
pour les Baléares  
et pour Tétouan  
nous ne marcherons pas**

Nos pacifistes gouvernementaux s'en vont en guerre ! Unanimes, ils déclarent qu'ils sont prêts à faire la guerre. Mais, bien entendu, pas pour défendre le droit du gouvernement espagnol d'acheter des armes, encore moins pour défendre le droit du peuple espagnol à disposer de lui-même ; ils sont prêts à faire la guerre « si le statut actuel en Méditerranée ou au Maroc devait être remis en question et si la liberté des voies de communication de la France avec l'Afrique du Nord devait se trouver en péril ».

Tels sont, en effet, les termes du communiqué qui a suivi le Conseil des ministres du 25 novembre, à part que « prêt à faire la guerre » a été remplacé par l'expression toute diplomatique, mais fort claire de « résolu à faire preuve de fermeté ».

Ainsi, nous voilà prévenus ! Si l'Italie s'installe aux Baléares ou si l'Allemagne s'établit dans la zone dite espagnole du Maroc, ce gouvernement, qui prétend placer au-dessus de tout les intérêts de la paix, qui n'hésite pas à violer le droit à l'encontre d'un pays ami, soi-disant pour défendre la paix, ce gouvernement « populaire » se déclare prêt à faire la guerre si les intérêts de l'impérialisme français en Méditerranée ou au Maroc sont menacés !

D'autre part, à la Commission des finances, trois jours plus tard, pour ne pas être en reste, un dénommé Ramette, que les journaux qualifient, certainement à tort, de « communiste », justifie (sic) « la nécessité d'assurer à la France la maîtrise de la Méditerranée » !

Ainsi, le caractère impérialiste du « Front populaire » français, jusqu'ici recouvert plus ou moins du masque pacifiste, s'étale maintenant crûment.

Nous, nous ne marchons pas ! Nous restons plus que jamais pacifistes et internationalistes.

Pour l'Espagne ouvrière et révolutionnaire, tout !

Pour l'impérialisme français, que ce soit en Méditerranée ou sur le Rhin, rien !  
(La Révolution prolétarienne.)

**Le Président  
du Conseil  
déclare ...**

D. — Etes-vous toujours partisan du principe de non-intervention, bien qu'en réalité il soit violé à tout instant ?  
R. — Très certainement. La situation en Europe change si rapidement que chaque jour doit être jugé pour lui-même. Il faut faire un pas à la fois, car si l'on faisait un mouvement qui ne pourrait être réprimé il pourrait alors se produire le jour suivant un danger ou même une réalité plus périlleuse que celle évitée la veille.

D. — Et le pacte franco-soviétique ?  
R. — Il est né de la même façon que l'ancien pacte franco-russe d'avant la guerre, à cause du réarmement allemand, prépondérant et intolérablement fort.

Il semble nous souvenir que le désarmement allemand était effectif en 1927 (déclaration de Foch à la Commission de la guerre de la Chambre). Il nous souvient aussi que les récentes études sur les origines et les responsabilités de la guerre mondiale ont mis en valeur l'écrasante responsabilité de l'alliance franco-russe d'avant-guerre. Pour nous, nous attendons toujours la proposition de désarmement, même unilatéral, qui devrait déjà être faite.

**Monsieur Daladier  
s'exclame...**

Pour que la France soit libre et heureuse, il faut qu'elle soit forte. C'est précisément parce qu'elle veut la paix, parce qu'elle veut que tous les hommes bénéficient enfin de cette abondance des produits qui caractérise notre époque si profondément différente à cet égard de celles qui l'ont immédiatement précédée, que notre patrie doit toujours être capable de maintenir l'intégrité de son territoire comme d'accomplir son devoir d'assistance mutuelle.

Laissez-moi rappeler que le gouvernement unanime et loisible de gauche et d'extrême-gauche, dont il est l'expression, ont accordé à l'œuvre de défense nationale tous les crédits et tous les effectifs qui lui sont indispensables.

Certains « révolutionnaires » auraient grand intérêt à relire un livre bien oublié « Contre le courant », par Lénine et Zinoviev.

**Qui paye ?**  
« Juvénal » commente l'achat de l'« Ami du Peuple » par MM. Flandin et Jerobam Mandel.

Et mettant en lumière le soudain pour le pacte franco-russe, il note la présence au fauteuil d'administrateur du journal d'un certain M. Michelson. Celui-ci, en 1935 essaya de mettre la main sur la « République » de MM. Roche et Dominique. Nous laissons à notre confrère toute la responsabilité de ses dires quand il affirme que Michelson ne serait qu'un agent des Soviets. Après « L'Ordre » dont l'obéissance aux ordres de Moscou n'est un secret pour personne, « l'Ami du Peuple » ? La soviétisation de la presse remplie d'allégresse les journaux de droite, pour qui la faillite s'annonçait prochaine.

**LA PRESSE DES JEUNES**  
« La Jeunesse ouvrière », le journal des J.O.C., dénonce l'exploitation des jeunes par certains patrons rapaces. Le remède proposé ? Que les patrons s'inspirent de l'Encyclique « Rerum Novarum » de Léon XIII.

« Que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord sur le chiffre du salaire. Au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir, que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête ».

Le malheur est que les patrons se soucient fort peu des sages conseils de Léon XIII. Quand il s'agit de payer ses ouvriers, plus d'un patron catholique devient oublieux de ses devoirs de chrétien. La réalité est que la lutte des classes est là, dure et féroce, et que ce n'est pas en la niant, comme la J.O.C. que l'ouvrier obtiendra une amélioration de son sort. Les grèves de juin 1936, appuyées opportunément par l'occupation des usines ont plus fait pour le bien-être des travailleurs que tous les bons conseils de toutes les encycliques de tous les papes de la terre.

« L'Avant-Garde », l'organe central de la jeunesse communiste, rappelle les beaux états de service de M. André Tardieu, le « chef » sans tache dont parle « Gringoire ».

André Tardieu débute dans la vie comme élève à l'Ecole des Sciences politiques. En 1910, Tardieu débute brillamment comme « journaliste d'affaires » (quand les journalistes d'affaires échouent on les appelle

trateur du journal d'un certain M. Michelson. Celui-ci, en 1935 essaya de mettre la main sur la « République » de MM. Roche et Dominique. Nous laissons à notre confrère toute la responsabilité de ses dires quand il affirme que Michelson ne serait qu'un agent des Soviets. Après « L'Ordre » dont l'obéissance aux ordres de Moscou n'est un secret pour personne, « l'Ami du Peuple » ? La soviétisation de la presse remplie d'allégresse les journaux de droite, pour qui la faillite s'annonçait prochaine.

**Justice Bourgeoise**  
Après délibérations du jury Félix Lopez est condamné à dix ans de travaux forcés et dix ans d'interdiction de séjour. La cour, en outre, déclare Lopez déchu de la puissance paternelle et confie sa fillette à un oncle maternel.

Depuis le drame, c'est-à-dire depuis plus de deux ans, elle est élevée par la mère du condamné. Elle ira chez un parent qu'elle ne connaît pas.

Elle y sera sans doute très bien. Mais on n'en sait rien, et personne ne s'en préoccupe.

En un tournemain, on lui assigne un sort nouveau.

Je trouve cela encore plus affreux que le drame lui-même.

des chevaliers d'industrie. Nuances.) Homs-Bagdad en 1910. Ngo-ko-Shanga en 1913. Affaires fructueuses. De 1911 à 1914 aussi il s'enrichit au service de la Russie en écrivant dans « Le Temps ». En 1919 le traité de Versailles lui permet de régler au mieux de ses intérêts l'affaire de la Ngoko-Sangha. Et pour ne pas perdre l'habitude, il fait payer aux industriels américains 2 milliards 993 millions de dollars, ce qui ne vaut que 1 milliard 93 millions. En 1929, Tardieu est président du Conseil et Oustric en liberté. C'est l'époque bénie où petit-Chiappe poursuit la presse et les militants ouvriers. Il poursuit aussi Stavisky qui versera un chèque de 300.000 francs. « Bureau Camille A. Tardieu ». Les fascistes luttent pour l'ordre et la propreté contre la pourriture marxiste.

« Le Cri des Jeunes », organe national des J. S. publie l'ordre du jour suivant :

Plus que jamais, il reste fidèle à son programme d'amélioration des conditions matérielles et morales du soldat, d'opposition à la militarisation de la jeunesse et diminution de la durée du service militaire par l'abrogation de la loi des deux ans.

Il rappelle ci-après en quoi consistent les plus essentielles de ces revendications :

- Augmentation du prêt ;
- Transport gratuit pour les permissionnaires ;
- Franchise postale ;
- Amélioration de l'ordinaire et des conditions d'hygiène ;
- Libre lecture de la presse ouvrière dans les casernes ;
- Suppression des manœuvres ou exercices pénibles en période de mauvais temps ;
- Epuración des cadres de l'armée.



# LES SPECTACLES

LES BONNS FILMS

Les Bas-Fonds. — Oui, un bon film. Mais, je dois l'avouer, j'étais allé au Max-Linder si plein d'espoir d'y voir un chef-d'œuvre que j'ai été un peu déçu.

« Un vrai Renoir », a dit Jeanson. Peut-être. Mais sans doute manque-t-il à cette famille d'artistes probes et vigoureux le sens des demi-teintes, le goût de la poésie qui suggère.

Ils ont la force et la santé du chêne. Il leur manque le charme et la souplesse du roseau.

La nostalgie des vains regrets, l'espoir insensé de l'évasion prochaine baignent l'œuvre de Gorki d'une inquiétude morbide où se révèle l'âme slave. Ses personnages déçus ont un immense désir qui les soutient : vivre enfin la vie que l'on aime ; se réaliser soi-même. Mais l'ordre social des « pourvus » parque et isole sans espoir les « déchetés » qui découvrent, pourtant, chacun un coin d'âme pur où réside la possibilité de leur vraie grandeur. Il aurait fallu que chaque image du film soit inondée de cette âme-là. Tout est bien indiqué, honnêtement. Mais cette poésie ne s'indique pas avec la simple brutalité d'un geste. Elle se révèle au cinéma par des silences, par des rappels, par des plans symboliques, par un décor qui enveloppe l'action. J'aurais voulu, par exemple, voir Le Vigan — l'acteur tuberculeux déchu par l'alcool — se pendre plus près des étoiles qu'il chante, de l'harmonie qu'il rêve...

Tous les personnages de Gorki sont des rêveurs éveillés. Dans leur déchéance, « le mensonge du rêve est leur vérité », comme dit l'un d'eux. Il manquait à Jean Renoir le décor de l'ancienne Russie et la langue de Gorki. Mais ce coin d'humanité pouvait être de tous les climats. Il a manqué surtout. ? ? ?

LA PROPAGANDE GUERRIERE A L'ECRAN  
Les Actualités semblent avoir pris à tâche de nous habituer peu à peu aux visions guerrières. Et ce ne sont, chaque semaine, que défilés de troupes, de canons, d'avions, de tanks!

Et tandis que dans les cinémas du centre, le moindre poing levé est accueilli par des coups de sifflets, le public des quartiers, passe, avec béatitude la revue des engins qui serviront quelque jour à l'exterminer.

SOUTIEN OU PROTECTORAT (suite de la 1<sup>re</sup> page)  
L'intervention russe est patente. Devrons-nous désormais considérer que la lutte contre l'Internationale Communiste est partie intégrante de la lutte pour la révolution ?

En ce moment, en Espagne la parole est à la F.A.I. et à la C.N.T. De leur décision dépendra l'avance ou la stagnation de l'autoritarisme stalinien. Il semble pourtant que le souvenir des marins anarchistes de Cronstadt qui sauvèrent la révolution russe en 1917 et en 1919 et que le bolchevisme fusilla en 1921 soit toujours vivace. Nous n'en voulons pour preuve que cette proclamation.

Si quelques-uns de ceux qui collaborent avec nous dans la lutte antifasciste nourrissent des aspirations totalitaires, dictatoriales — ce que nous ne croyons pas — nous donnons à tous un avertissement. Anarchistes nous sommes, anarchistes nous resterons toujours contre toute aspiration dictatoriale. Qu'elle soit rouge, bleue, noire ou blanche, la dictature ne perd jamais ses attributs de despotisme et de tyrannie. Nous qui nous sommes lancés comme des lions contre le fascisme, nous répondrons avec la même énergie à n'importe quel moment à celui qui prétendra tenter l'instauration d'un régime dictatorial plus ou moins voilé de clinquant démagogique.

Nous disons cela avec la plus grande sincérité du monde et avec le désir que ceux auxquels on s'adresse en tiennent compte. On peut nous égarer en bravoure, en courage, en vaillance, mais on ne peut nous dépasser en noblesse, en loyauté de projets. Nous parlons avec clarté pour que tout le monde nous comprenne. Espérons que l'avertissement suffira et que nous n'aurons pas la tristesse de revoir cette certaine soirée de Valence où les mitrailleuses et les lance-bombes remplaçaient les arguments usuels de la polémique.

G. P.



## ACTION DIRECTE

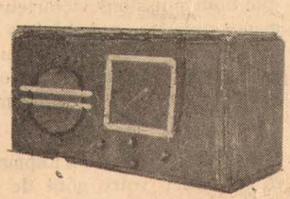
Aucun exemple n'est plus utile aux travailleurs français que l'exemple de nos camarades espagnols. Si ceux-ci savent résister au fascisme c'est qu'ils s'y sont préparés de longue date. L'emploi de l'action directe était de tradition en Espagne. C'est elle qui a forgé la mentalité des vainqueurs. Tant que nos camarades auront peur de l'employer et préféreront le bulletin de vote et l'intervention de l'Etat ils s'exposeront à des déboires.

Un petit fait : une boîte de moyenne importance occupe 450 salariés. Le patron refuse d'appliquer les lois sociales. Les ouvriers se mettent en grève et occupent l'usine. Action directe. Sur l'intervention du syndicat les grévistes évacuent l'usine et acceptent l'arbitrage de l'Etat. Le patron une fois son usine évacuée, refuse tout compromis et le lendemain 450 bri-seurs de grève, recrutés dans les syndicats fascistes prennent la place des grévistes. Les malheureux ouvriers, victimes de l'illusion démocratique n'ont plus qu'à se faire inscrire au chômage.

Supposons la même scène en Espagne. Le patron aurait tout d'abord eu beaucoup de frais... car, les soins pharmaceutiques sont toujours chers. Quant aux briseurs de grèves... « fallait pas qu'y aillent. »

Le patronat est sans scrupule. Tous les moyens lui sont bons pour berner la classe ouvrière (Exemple les patrons du Nord qui refusent de tenir leurs promesses). Travailleur, retrouve tes manches.

Voulez-vous gagner ce poste ?



Achetez un billet de la Tombola du journal  
**LA JEUNE GARDE**

Ces billets sont en vente à la Fédération des J. S. de la Seine, 7, rue Meslay  
TIRAGE LE 17 JANVIER 1937

**ACCORDEONS**  
Les moins chers. Les meilleurs. Le plus grand stock.  
**FRANCE ACCORDEONS**  
111, Boulevard Beaumarchais PARIS (3<sup>e</sup>). Près République. Métro St-Sébastien. Ouvert dimanche. Demandez notre nouveau catalogue n° 3.

**Spéculez, Spéculez  
il en restera  
toujours  
quelque chose !**

Vincent Aurioi avait menacé cet été les capitalistes mauvais Français qui, en thésaurisant l'or, contraindraient l'Etat à la dévaluation, de les priver de tout bénéfice sur cette opération en réquisitionnant l'or.

Trois mois après la dévaluation, les capitalistes « mauvais Français » n'ayant pas accepté de céder à la Banque de France leur or à l'ancien prix, l'Etat qui a besoin de dix nouveaux milliards pour la préparation de la guerre, s'adresse à eux en les suppliant de bien vouloir accepter le bénéfice de 40 % qu'il leur octroiera, s'ils ont la gentillesse de verser les dites barres d'or.

Pas de justice financière ni de moralité possibles en régime capitaliste!

**LIBRAIRIE PAPERIE**  
CONDITIONS SPECIALES AUX JEUNESSES SOCIALISTES  
se renseigner  
**Huguette LEGUBE**  
40, Avenue Diderot  
ST-MAUR-DES-FOSSÉS (Seine)